

LA COMMUNALE

La Lettre d'Information de l'Association Nationale des Directeurs et des Responsables des services de l'Éducation des Villes de France

N° 15

Mars 1998

ÉDITORIAL

Un trimestre pour créer les postes, recruter, accueillir 40 000 aides-éducateurs dans les écoles et les collèges, **tel est l'objectif ambitieux que l'Éducation Nationale s'est fixé** pour la mise en oeuvre «anticipée» de la loi sur l'emploi des jeunes.

Si le recensement et le tri des candidatures, assurés par les Académies, **se sont plutôt bien passés, l'élaboration**, dans les écoles et les collèges, **des projets** visant à la demande d'attribution des postes d'aides-éducateurs **a été hâtive et confidentielle**.

Le recrutement et l'accueil des aides-éducateurs au sein de l'Éducation Nationale **ont été troublés par des effets d'annonces et des discours dissonants**, qui ont pu laisser penser à ces jeunes (Bac + 2) qu'on les considérait comme des «collés» du système scolaire (supérieur) ou des prétendants déçus de l'accès à la carrière d'enseignant.

Sur le terrain, **les enseignants sont plutôt contents de ce renfort inattendu** (parce que non sollicité) **même s'ils sont dubitatifs sur la réalité des besoins**, la formation, la qualification **et l'avenir de ces jeunes** (leurs revendications allant plutôt vers plus d'enseignants, plus de reconnaissance statutaire et financière, moins d'élèves par classe...).

Les élus locaux (Association des Maires de France en tête) **sont désagréablement surpris** et, pour nombre d'entre eux **courroucés, par l'absence totale d'information** sur le nombre, la qualification, les projets et la nature des missions de ces aides-éducateurs intervenant dans le temps périscolaire, domaine résolument municipal. De plus, **le flou juridique pèse sur le régime de responsabilité** applicable en la matière.

Les conséquences de l'arrivée de ces nouveaux personnels sur les modalités de fonctionnement matériel, sur l'organisation des moyens et des ressources, sur le développement d'activités nouvelles dans l'école, sont nombreuses et, de ce fait, **les incidences financières et organisationnelles pour la commune peuvent être conséquentes**.

Les Maires sont inquiets du devenir de ces jeunes au terme des cinq ans, ainsi que sur **les incidences pour les agents des filières municipales existantes** (sportive, animation...). **Ils réclament une information, une réelle concertation locale sur la mise en place de ces aides-éducateurs et sur l'articulation** et la mise en cohérence **avec les services** (municipaux) déjà existants, d'une part, **et avec les autres emplois-jeunes** relevant des domaines d'actions sportives, culturelles et éducatives de la loi «Aubry» d'autre part.

L'Éducation Nationale, fidèle à sa «culture d'institution» d'omnipotence dans la sphère éducative, impose son dictât aux collectivités locales, mais également aux autres institutions de l'État. De toute évidence, ni la décentralisation, ni quinze années de politique de la Ville n'ont réussi à modifier cette pathologie, et les perspectives formulées en ce domaine pour les années à venir ne laissent pas présager d'évolution en profondeur.

Francis OUDOT.

I. DU PLAN POUR L'EMPLOI DES JEUNES AUX AIDES-EDUCATEURS

A. La déclinaison du plan emploi dans l'Éducation Nationale

1. Les objectifs

Dès son arrivée au gouvernement en juin 1997, la majorité parlementaire a fait de **l'emploi des jeunes** un élément central de sa politique à travers un programme **intitulé "nouveaux services, nouveaux emplois"**, qui débouchera sur la loi 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes.

L'objectif politique initial est sans aucun doute de fournir un signe positif, tangible et immédiat sur le front de la lutte contre le chômage, en premier lieu des jeunes.

La vitesse, élément nouveau en matière de politique d'emploi, semble être un facteur aussi important, pour le nouveau gouvernement, que l'efficacité du dispositif (mesurée en nombre d'emplois créés).

Ainsi, l'objectif **d'insérer 150 000 jeunes** sur le marché du travail en 1998 est autant destiné à produire **un choc psychologique**, qu'à constituer une **étape significative dans la lutte contre le chômage** des jeunes.

2. La méthode

L'orientation affichée par le Ministre de l'Emploi et de la Solidarité consiste moins à cibler un public prioritaire, auquel l'État fournit une aide individuelle à l'insertion professionnelle, que de **miser sur l'existence** de ces fameux **"gisements d'emplois"**, dont l'identification et l'expérimentation permettraient, à terme, de **former de véritables métiers nouveaux**, et par la même, de débouchés supplémentaires sur le marché du travail.

Le secteur public, les associations et les collectivités territoriales vont servir de **"laboratoire"** et **d'appui au dispositif**.

Pour **le secteur public**, la question posée par les "nouveaux services, nouveaux métiers" est au moins autant celle de la **modernisation** et de **l'adaptation des services publics existants aux nécessités de l'évolution sociale**, que celle de la recherche et de la construction de **métiers nouveaux** dans **des services socialement utiles**, mais totalement ou partiellement inexploités.

L'Éducation Nationale (avec, d'une certaine mesure, le Ministère de l'Intérieur) **fera figure de proue** pour ce qui concerne l'application du plan emploi des jeunes par les services de l'État, dans une **démarche** qui se veut **exemplaire par sa rapidité et son ampleur**.

3. Nouveaux services et nouveaux métiers de l'Éducation

Dès la fin du mois de juin 1997, alors que le monde scolaire s'apprête à partir en vacances, **le Ministre de l'Emploi et de la solidarité demande à tous les Ministères** leur contribution à la mission **de recenser**, dans leur domaine, **les opportunités** pour offrir, à travers des contrats de cinq ans, **des emplois aux jeunes** dans la fonction publique.

Un **"Monsieur emploi"** doit être nommé par lui, **dans chaque administration**, pour "suivre" cet inventaire.

Le Ministre de l'Éducation Nationale précipite le mouvement annonçant, dès la fin juin, un "gisement" de 10 000 emplois, dans **trois grands champs d'actions** :

L'accompagnement pédagogique dans l'école (aide aux devoirs, à la documentation des élèves).

L'accompagnement périscolaire (accès à l'environnement culturel).

La sécurité des établissements (surveillance...).

Quelques semaines plus tard, alors que le Ministre de l'Éducation Nationale a inscrit à son menu estival l'examen des questions "urgentes" (plan violence, révision de la carte scolaire, réforme des rythmes éducatifs, nouvelles technologies, statuts de l'étudiant, sorties scolaires...), une première déclinaison des **"nouveaux métiers de l'Éducation"**, élaborée par le **Ministère de l'Emploi, va fournir une première approche des emplois-jeunes dans les établissements scolaires, où les associations et les collectivités territoriales sont les employeurs** et où l'Éducation Nationale n'est que le co-financeur dans **trois domaines d'actions** :

La coordination du soutien scolaire (dans des projets partenariaux en liaison avec les familles).

La prévention de la violence dans le secondaire (surveillance, encadrement d'activités, tutorat individuel).

La coordination des projets éducatifs (développement, planification des activités péri et extra-scolaires en liaison avec les écoles).

Paradoxalement, la définition de **ces trois métiers, plutôt centrés sur les partenaires éducatifs locaux, affiche des objectifs et des enjeux qui concernent directement l'Éducation Nationale** en affirmant, en particulier :

"L'Éducation Nationale est confrontée, depuis quelques années, à de nouveaux problèmes... L'échec scolaire est devenu un enjeu de société. De nouveaux besoins éducatifs se sont fait jour..."

***La création de nouveaux emplois-jeunes** va permettre de mettre **en oeuvre un programme de rénovation pédagogique**, qui donnera à l'école les moyens de mieux répondre aux attentes des élus, des parents et aux exigences de qualité et d'égalité des chances..."*(1).

C'est dans ce même document qu'apparaît, pour la première fois, une définition de **l'emploi d'aide-éducateur** et des objectifs poursuivis (par l'Éducation Nationale ?) :

*"Les emplois d'aides-éducateurs, qui seront **intégrés aux équipes pédagogiques** et dont les activités seront supervisées par les enseignants, **permettront le dévelop-pement de nouvelles méthodes de travail à l'école élémentaire comme au collège**. Le suivi des élèves sera mieux assuré, la lutte contre l'illettrisme sera renforcée.*

***La rénovation de l'activité des ZEP** bénéficiera de l'introduction d'emplois-jeunes en complément de mesures plus traditionnelles. **La lutte contre la violence** à l'école pourra se développer grâce à un renforcement de l'encadrement et à un meilleur suivi des élèves"*(2).

B. Les aides-éducateurs

1. Le dispositif emplois-jeunes de l'Éducation Nationale

A l'occasion de la réunion mensuelle des Recteurs, le 28 août 1997, le Ministre de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie, et la Ministre Déléguée chargée de l'Enseignement Scolaire ont présenté **"le dispositif emplois-jeunes de l'Éducation Nationale"** :

Le dossier, remis à cette occasion aux Recteurs, sera complété, par la suite, par une note de service (non publiée)(3) qui va instaurer **l'aide-éducateur comme le nouveau métier dans l'Éducation Nationale, répondant aux objectifs du dispositif emplois-jeunes** :

L'Éducation Nationale doit ainsi recruter, dans les quatre derniers mois de l'année 1997, 40 000 jeunes de 18 à 26 ans, titulaires du Baccalauréat (mais d'un niveau n'excédant pas Bac + 2), qui seront répartis à raison de **30 000 dans les écoles et 10 000 dans les collèges**.

Ces jeunes seront principalement **affectés dans les Zones d'Éducation Prioritaire et les zones difficiles**, dans un premier temps, essentiellement urbaines.

Ils travailleront **trente-neuf heures par semaine, quarante-sept semaines à l'année** (cinq semaines de vacances durant les congés scolaires).

2. L'aide éducateur d'école

La note envoyée aux Recteurs précise :

Les aides-éducateurs d'écoles constituent **une équipe**, sous l'autorité du Directeur, et coordonnée par les enseignants, exerçant dans et hors de l'école **une mission éducative** auprès des enfants définie en fonction du **projet élaboré dans l'école**.

Cette mission est distincte de celle des enseignants et **peut comporter des activités** :

De surveillance et d'encadrement des enfants (dont les sorties scolaires).
D'aide à l'étude (dirigée) et à l'animation d'ateliers.
De renforcement du lien entre l'école et la communauté éducative au sens large.
D'amélioration de "la vie scolaire".

Ils peuvent, en outre, en fonction de leurs **qualifications** personnelles, exercer des **missions plus spécialisées** dans les domaines :

Des technologies nouvelles (en particulier pour l'informatique).
De l'animation des bibliothèques, centres de documentation.
Aider à l'animation des activités culturelles, artistiques et sportives.

3. L'aide éducateur des collèges

Les aides-éducateurs des collèges intègrent l'équipe éducative du collège, sous l'autorité du Principal, et participent au renforcement de l'encadrement et du suivi éducatif des élèves des secteurs les plus sensibles. Ils peuvent être appelés, sans se substituer aux équipes existantes, (aux maîtres d'internat, surveillants d'externat, par exemple) à **participer aux missions** :

De surveillance, de maintien de la sécurité et de respect des règles de la vie collective dans l'établissement.
De prise en charge individualisée de certains élèves hors des heures de classes.
De renforcement du lien entre le collège et les partenaires éducatifs.
De la prévention et de la gestion des situations de crise.

⇒ Ils peuvent intervenir **dans le cadre du projet d'établissement**,

Dans les études, les activités des foyers socio-éducatifs.
Dans la surveillance des entrées, sorties, repas, l'encadrement des activités hors de l'établissement.
Dans les opérations "écoles ouvertes" d'animation de vacances.

⇒ Enfin, les aides-éducateurs de collèges peuvent intervenir, en fonction de leurs qualifications personnelles, **dans les domaines plus spécialisés** :

Des nouvelles technologies.
De documentation dans les centres de documentation et d'information.

II. LA MISE EN PLACE DES AIDES-EDUCATEURS DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

La mise en place du dispositif emplois-jeunes dans les écoles va se faire en deux étapes principales :

Un dispositif transitoire visant à lancer la procédure d'affectation de postes et de recrutement des jeunes dès la rentrée.

Un "recalage" réglementaire du dispositif, dès le vote de la loi relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes, recalage accompagné d'une montée en charge progressive du nombre d'aides-éducateurs et de leur intégration dans la vie des établissements scolaires.

A. L'implantation du dispositif à la rentrée 1997

La procédure est fixée par le Ministre de l'Éducation Nationale, principalement par la note de service adressée au Recteur pour la rentrée. Elle comporte trois aspects principaux :

L'affectation des postes d'aides-éducateurs.
Les caractéristiques des contrats de travail.
La procédure de recrutement.

Ces informations seront diffusées, de façon édulcorée, **au corps enseignant** d'une part (par une note d'actualité sur les emplois-jeunes)(4), et **aux jeunes demandeurs d'emplois** par un dépliant d'information du Ministère de l'Éducation Nationale(5).

1. L'affectation des postes

Les 40 000 postes d'aides-éducateurs **sont répartis** par le Ministère **entre les Rectorats** pour le premier degré et pour le premier cycle du second degré.

La mise en place du dispositif, son animation et sa coordination sont placées dans chaque département **sous l'autorité de l'Inspecteur d'Académie**, qui reçoit du Recteur une dotation en poste résultant d'un partage des moyens qu'il a lui-même reçu du Ministère.

La répartition des postes par l'Inspecteur d'Académie entre les écoles et les collèges **se fait sur projet** élaboré par chaque établissement :

Pour les écoles maternelles et élémentaires, **les Inspecteurs de l'Éducation Nationale** jouent un rôle d'information et d'incitation auprès des écoles, aident à la formalisation et au recensement des projets. **Ils dressent une liste des écoles susceptibles de recevoir les emplois-jeunes.**

Pour les collèges, l'équipe pédagogique élabore le projet **sous la conduite du Principal** qui le transmet à l'Inspection d'Académie.

Dans tous les cas, **les parents d'élèves devraient être associés** à la formalisation de ces projets.

Par ailleurs, pour éviter le saupoudrage, le Ministère souhaite constituer des **"équipes d'aides-éducateurs"** refusant ainsi l'attribution d'emplois isolés (en moyenne un aide-éducateur par tranche de deux à trois classes).

2. Le montage contractuel

Les écoles maternelles et élémentaires n'ayant pas la personnalité morale, **ce sont les collèges**, établissements publics locaux d'enseignement, **qui seront le support juridique du montage contractuel** des emplois-jeunes, tant pour leur établissement que pour les écoles primaires qui relèvent de la même circonscription.

Pour le premier degré, **une convention** est signée entre le Rectorat et le Principal du collège, **fixant le nombre et la répartition des emplois-jeunes entre les écoles** de la circonscription.

D'une durée d'un an reconductible, la convention fait **de l'E.P.L.E**, sous l'autorité du chef d'établissement qui signe les contrats de travail, **l'employeur des aides-éducateurs** qui sont placés, au plan fonctionnel, **"sous l'autorité du Directeur de l'école concernée"**.

Dans tous les cas, **un contrat de travail "provisoire"** est signé conjointement par le jeune recruté et le Principal du collège :

Deux contrats types sont annexés à la note de service de rentrée(3), l'un pour le premier degré, l'autre pour les collèges.

Ces contrats de droit public à durée limitée (deux mois renouvelables) sont destinés à assurer la transition entre les premiers recrutements d'aides-éducateurs et la publication du dispositif réglementaire issu de la loi sur le développement d'activités pour l'emploi des jeunes (dite loi Aubry).

A cette date, **les contrats existants** doivent être **transformés en contrats de droit privé** d'une durée **de soixante mois**.

L'État prend en charge la totalité du coût afférent aux emplois d'aides-éducateurs (80 % par le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, 20 % par l'Éducation Nationale).

Le paiement des rémunérations des aides-éducateurs est "normalement" assuré par l'E.P.L.E. de rattachement (qui a procédé à la signature du contrat de travail).

Il est, toutefois, recommandé que les opérations de liquidation, de mandatement et de paiement des rémunérations soient confiées, par voie de convention, à un **"établissement mutualisateur"** (souvent un lycée) qui regroupera les opérations de paie de plusieurs collèges.

La rémunération d'un aide-éducateur est égale au SMIC, soit **6 663,67 francs** brut pour un plein temps, valeur 01/10/1997 (pour mémoire, la rémunération d'un maître d'internat, surveillant d'externat des collèges est de 7 075,08 francs brut).

3. Le recrutement et la prise de fonction

Une fois les postes répartis et les projets sélectionnés, le lancement **de l'embauche de 40 000 jeunes en quelques semaines implique une organisation** de l'information, de l'accueil et de réception des demandes d'emplois.

Par la suite, une méthode de sélection des candidatures débouche sur les recrutements proprement dits.

a) La structuration "emploi-jeune" de l'Éducation Nationale

Dès lors que le dispositif emplois-jeunes est pris en compte par l'Éducation Nationale, **une structuration est mise en place dans les services**, tant **du Ministère** que **du Rectorat** et que **des Inspections Académiques**, chaque niveau de l'Administration ayant un ou plusieurs interlocuteurs identifiés chargé(s) d'une mission précise concernant le dispositif.

Ainsi, dès le début de septembre 1997, **les Rectorats** ont mis en place des équipes chargées **d'accueillir, d'informer et de recevoir les candidatures** des jeunes.

Le Rectorat est chargé de **vérifier la régularité des dossiers de candidatures** (comportant notamment curriculum vitae, lettre de motivation, justificatif d'identité) et d'effectuer **un premier tri** de "recevabilité" des candidatures.

L'animation et la coordination du dispositif pour l'enseignement du premier degré relève de **l'Inspection d'Académie qui dresse**, sur la base des projets recensés par les Inspecteurs de l'Éducation Nationale, **la liste des écoles** susceptibles de recevoir des aides-éducateurs. Cette liste, une fois établie, est transmise aux Recteurs :

L'instruction, le contrôle et l'exécution des conventions pluriannuelles avec les établissements scolaires relèvent, pour les emplois d'aides-éducateurs, de **l'autorité académique** (en non du Préfet comme pour les autres emplois -jeunes).

Les Inspecteurs de l'Éducation Nationale et les principaux de collèges ont un rôle dans la **sélection et le recrutement** des candidats, **les chefs d'établissements scolaires** (Principaux et Directeurs d'écoles) ont un rôle **d'organisation et d'encadrement** des aides-éducateurs.

4. Le recrutement des aides-éducateurs

D'emblée, l'annonce du dispositif a créé **un afflux de candidatures**. Ainsi, fin septembre 1997, près de 150 000 candidatures (pour 40 000 emplois-jeunes) avaient été recensées par les Rectorats, **avec cependant une forte différenciation entre les secteurs** (en particulier dans certains départements de la région parisienne qui manquent paradoxalement de candidatures).

La collaboration avec l'ANPE prévue dans la note d'orientation de fin août 1997 **a du mal à s'installer et l'information** en direction des jeunes **passé difficilement**. Un dépliant d'information(5) est diffusé par les Rectorats et dans les ANPE.

Un jury de recrutement est institué, pour chaque établissement, en vue d'examiner les candidatures (parmi les trois ou quatre propositions émanant du Rectorat).

Le jury est composé :

Dans les écoles du premier degré, **de l'Inspecteur de l'Éducation Nationale** de circonscription et de l'équipe pédagogique (souvent limitée au **Directeur d'école**).

Dans les collèges, du Principal et de l'équipe pédagogique.

Les candidatures retenues sont adressées aux autorités académiques, pour vérification et validation avant **signature du contrat de travail entre le jeune et le Principal** du collège de rattachement.

L'information sur le rejet et la réorientation des candidats malheureux vers d'autres emplois-jeunes (de l'Éducation Nationale ou du dispositif général) **relève également des autorités académiques.**

Le recrutement de **la "première vague"** des aides-éducateurs s'est ainsi étalé de début octobre à décembre 1997.

Elle a été ponctuée par l'adoption du dispositif législatif et réglementaire relatif au développement pour l'emploi des jeunes à la fin du mois d'octobre 1997.

Au 31 janvier 1998, **32 000 aides-éducateurs ont été embauchés** dans l'Éducation Nationale. **Trois sur quatre sont des filles** et **près d'un sur deux a le niveau Bac + 2.**

B. LE RECALAGE RÉGLEMENTAIRE DU DISPOSITIF

Le recalage du dispositif "emplois-jeunes" dans l'Éducation Nationale s'est fait en deux temps :

L'adoption de **la loi du 16 octobre 1997**, des **décrets et circulaires** d'application.

L'introduction de dispositions propres à l'Éducation Nationale résultant des problèmes soulevés par la mise en place des aides-éducateurs.

1. La mise en place du dispositif réglementaire

Innovant en la matière, dans le cadre de la revalorisation du rôle du Parlement, le Député Jean-Claude BOULARD présentera devant l'Assemblée, au nom de la Commission des Affaires Culturelles Familiales et Sociales **"un rapport d'information"** décryptant largement les principes et les intentions au législateur et le "mode d'emploi des emplois-jeunes"(6).

Ce rapport, en outre, traitera de façon différenciée (reprenant une séparation introduite par le Sénat) :

D'une part, **des métiers d'initiative locale et de proximité** dont la liste indicative comporte, **au chapitre 6 - "Éducation"**, les **emplois d'animateur de soutien scolaire, d'animateur socio-éducatif et culturel en milieu scolaire et d'accompagnateur éducatif.**

D'autre part, **les emplois-jeunes des services de l'État, en particulier de l'Éducation Nationale** : la procédure de recrutement et les modalités de financement par l'État y sont simplement rappelées.

Une précision est apportée, toutefois, sous forme d'une question :

"Quels sont les liens avec les activités périscolaires ?

Les activités périscolaires ne sont pas exercées par des aides-éducateurs, mais par des jeunes recrutés par les collectivités locales ou les associations qui passent convention avec le Préfet. Ces emplois sont aidés par l'État dans des conditions normales (aide de 92 000 francs)»(7).

Enfin, le **procès verbal de l'examen du rapport** par la Commission des Affaires Culturelles, familiales et sociales **fait mention des difficultés particulières dans la mise en place des emplois-jeunes entre l'Éducation Nationale**, les services chargés de l'emploi et l'ensemble des partenaires (locaux) :

"Monsieur Jean DELOBEL a indiqué que la mise en place des emplois-jeunes dans l'Éducation Nationale se heurtait à de grandes résistances de la part de l'Administration centrale et des rectorats et a estimé nécessaire de former des groupes de travail avec l'ensemble des partenaires, tout particulièrement en milieu rural.

Madame Brigitte DOUAY a souligné la distorsion qui apparaît entre la mobilisation des services chargés de l'emploi et celle des Rectorats"(8).

La loi 97-940, relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes, votée le 16 octobre 1997(9), complétée par le décret 97-954 du 17 octobre 1997(10), **fixera les principes** qui s'appliquent à tous les emplois-jeunes (y compris à ceux d'aides-éducateurs) :

Le dispositif repose sur **l'existence de besoins émergents et non satisfaits et présentant un caractère d'utilité sociale**, notamment **dans les domaines des activités** sportives, culturelles, éducatives, d'environnement et de proximité.

Les employeurs potentiels sont principalement les collectivités locales, les associations 1901 et autres personnes morales publiques ou privées (sous certaines conditions) associées ou gérant un service public.

L'État (Police, Éducation Nationale) avec des conditions particulières, peut être également employeur.

Les emplois-jeunes ne peuvent s'appliquer qu'à **des activités non assurées par la personne morale de droit public qui les crée** (non-substitution à des emplois existants).

Peuvent bénéficier **les jeunes de 18 à 26 ans demandeurs d'emplois** (30 ans pour les handicapés ou les demandeurs non indemnisés).

Le contrat de travail est **un contrat de droit privé à durée déterminée** (pour les collectivités publiques) d'une durée de cinq ans avec un mois d'essai renouvelable une fois.

L'aide de l'État (Ministère de l'Emploi) est de **80 % du SMIC brut** pendant les soixante mois.

La pérennisation des activités, à terme, est visée, **la professionnalisation de l'emploi** reposant sur un dispositif de qualification, **de formation** et/ou de tutorat des jeunes.

Le décret 97-954 du 17 octobre 1997 précise, à travers son article 6, que peuvent bénéficier des **emplois d'aide-éducateur les établissements d'enseignement public et les établissements d'enseignement privé sous contrat**.

Il précise, en outre, que ce sont **les Rectorats** (et non les Préfets) qui instruisent, signent, contrôlent **les conventions** pluriannuelles de mise en oeuvre **des aides-éducateurs**.

Par contre, le **Préfet** est compétent pour les **conventions** conclues avec les collectivités locales et les associations **dans le domaine périscolaire** (animateur de soutien scolaire, animateur socio-éducatif, accompagnateur éducatif, coordonnateur de projets éducatifs...).

2. Les dispositions spécifiques à l'Éducation Nationale

Si la loi "Aubry" comporte des dispositions particulières concernant les emplois-jeunes de la Police, renvoyant à un décret en Conseil d'État les modalités d'application du régime des Adjoints de Sécurité, **elle n'instaure pas de régime particulier** (hormis pour la signature des conventions pluriannuelles) **pour les emplois-jeunes de l'Éducation Nationale**.

Pourtant, parallèlement à **la circulaire d'application** du Ministère de l'Emploi(11), en date du 24 octobre 1997 (applicable, en particulier aux communes pour les emplois municipaux en milieu scolaire), **l'Éducation Nationale va produire ses propres textes d'application** :

Ainsi, **une note aux Recteurs**(12) sera rédigée reprenant, en la complétant et la modifiant, la note de début septembre 1997.

Cette note sera de nouveau complétée, modifiée et **publiée sous la forme d'une circulaire en date du 16 décembre 1997**(13), relative à la mise en oeuvre du dispositif emplois-jeunes dans les E.P.L.E. (collèges, lycées) et les écoles.

Si cette circulaire ne n'applique pas aux aides-éducateurs des établissements de l'enseignement agricole, par exemple (qui relèvent du Ministère de l'Agriculture) elle **s'applique**, par contre, **aux établissements d'enseignement privé sous contrat**.

Toutefois, **des aménagements** spécifiques à la circulaire 97-263 susmentionnée sont apportés, par note de service du Ministère de l'Éducation Nationale en date du 5 février 1998(14), **pour étendre, à compter du 1er janvier 1998, aux établissements d'enseignement privé sous contrat**, le bénéfice de l'emploi des aides-éducateurs.

a) Les aides-éducateurs dans l'enseignement public

Peuvent être créés les emplois d'aides éducateurs d'écoles et d'E.P.L.E., déjà existants, l'emploi **d'aide-éducateur en lycée professionnel** (à titre expérimental) et celui **d'aide-éducateurs pour l'intégration scolaire** des élèves handicapés :

La "fonction" d'aide-éducateur pour l'intégration scolaire des handicapés consiste à aider le ou les enfants à participer aux activités collectives (scolaires ou périscolaires) et à faciliter son autonomie grâce, notamment, à des aides techniques.

Des fiches techniques précisent les fonctions que peuvent remplir les aides-éducateurs, avec l'objectif clairement affiché de **définir le "partage des compétences" avec les autres personnels de l'Éducation Nationale**, en particulier les enseignants et les surveillants d'externat (De la même manière qu'avait été définis les rôles respectifs des enseignants et des intervenants extérieurs dans la circulaire ministérielle 18 septembre 1997-abrogée par note du 16 octobre 1997) .

Dans les écoles :

Les fonctions de «surveillance et d'encadrement des enfants» ont été remplacées par des fonctions **d'aide à la surveillance, d'aide à l'encadrement** et à l'animation ; Les fonctions liées à «l'amélioration de la vie scolaire et du lien social» ont disparu ; Les fonctions spécialisées se sont, par contre, enrichies par «l'optimisation des moyens audiovisuels existants (?)» et **l'aide à l'accueil et à l'intégration des handicapés dans l'école**.

Dans les collèges :

Le risque de "doublon" avec les fonctions des surveillants d'externat a amené le Ministère à remplacer les fonctions d'animation et de surveillance par des fonctions **"d'aide à l'animation et d'aide à la surveillance"**.

Les fonctions de «régulation en cas de crise» ont été "atténuées" sous la forme de **"tâches de médiation dans le cadre d'une action plus générale de prévention, sous l'autorité du personnel de l'Éducation Nationale compétent"**. Comme pour le premier degré, les fonctions **d'aide à l'accueil et à l'intégration des handicapés** ont été ajoutées.

Concernant le recrutement :

La circulaire du 16 décembre 1997 apporte des précisions concernant:

Le recrutement des étrangers.

L'examen médical préalable à l'embauche.

La vérification du **casier judiciaire**.

Des recommandations nouvelles sur l'information et l'orientation des "recalés" des jurys de recrutements.

Concernant les contrats :

Les clauses des nouveaux contrats de droit privé sont explicitées ainsi que les modalités de transformation des contrats "provisaires" de droit public en contrats de droit privé.

⇒ Sur l'intégration de l'aide-éducateur dans l'établissement :

Le positionnement hiérarchique, la discipline, la participation aux conseils d'établissement et conseils d'école sont précisés.

⇒ Sur la professionnalisation des jeunes :

Ce volet, toujours en cours de construction, évoque en fait trois points sensibles :

Celui de **l'évaluation** (entretien de bilan) des aides-éducateurs.

Celui de **leur formation** (à leur emploi et à leur projet professionnel).

Celui de **leur(s) débouché(s)** à terme des cinq années et de leur insertion professionnelle, soit **dans l'Éducation Nationale**, soit **dans les collectivités locales**.

L'utilisation des aides-éducateurs (hors du temps scolaire)

La rupture entre les emplois-jeunes "Éducation Nationale" et les emplois-jeunes "collectivités territoriales et associations", **s'exprime pleinement sur la question du périscolaire :**

L'idée initiale était que le complément horaire entre le régime de travail des enseignants et celui des aides-éducateurs **pouvait se faire, dans les domaines péri et extra-scolaire.**

Ainsi, dans la note de service de septembre 1997, ces fonctions rentraient (en filigrane il est vrai) dans les missions des aides-éducateurs.

Toutefois, confronté aux questions des compétences et des responsabilités dans l'organisation des activités péri et extra-scolaires, le Ministère a modifié une première fois le régime d'intervention des aides-éducateurs, en proposant un système de **"mise à disposition" des aides-éducateurs auprès de la commune, durant ce temps périscolaire** ; Ce système a fait long feu ! (semble-t-il sous la pression syndicale).

Ainsi, aussi bien dans la définition de l'emploi que dans la nature des activités susceptibles d'être remplies par les aides-éducateurs, la volonté **de conserver les aides-éducateurs, voire de les protéger, dans le giron de l'Éducation Nationale** s'est fermement exprimée.

La **"convention relative à l'exercice des activités d'aide-éducateur en dehors du temps scolaire auprès des communes"**(15) s'est transformée en **"convention relative à l'exercice des activités d'aide-éducateur en dehors du temps scolaire"**

Le corps de **la convention a été sensiblement modifié** en vue de :

Limiter **l'intervention** des aides-éducateurs **aux temps du repas et de l'étude.**

Conserver aux chefs d'établissements la totalité des **prérogatives d'employeur** et préserver **le lien de subordination** de l'aide-éducateur au chef d'établissement.

Dégager la responsabilité civile de l'État et du chef d'établissement durant l'intervention de l'aide-éducateur dans le service "périscolaire".

⇒ Le suivi local :

Si le **dispositif** général de la loi Aubry **s'adresse principalement aux partenaires locaux**, au premier rang desquelles se trouvent les collectivités locales, **les emplois-jeunes de l'Éducation Nationale** (comme ceux de la Police Nationale) **relèvent**, dans un "partage des compétences", de la **mission exclusive de l'État**, mais également des moyens accordés par les collectivités locales :

Ainsi, la première mouture du dispositif Éducation Nationale(16) ne comportait-elle aucune référence aux "partenaires locaux".

La déclaration ministérielle de rentrée 1997/1998(17) rappelle "que **le dispositif emploi-jeune de l'Éducation Nationale repose sur une séparation des compétences** entre l'État et les collectivités locales (l'acte éducatif pour le premier, le matériel et le périscolaire pour la seconde), l'État pouvant jouer dans le dossier périscolaire un rôle de régularisation des inégalités entre les communes :

"Les collectivités locales et, tout particulièrement les communes, ont apporté et apportent encore à l'école un concours absolument essentiel, en matière d'équipement et de soutien à de très nombreuses activités périscolaires. Elles sont attachées à cette mission qu'elles accomplissent depuis longtemps et avec d'excellents résultats. Ce nouveau programme d'emploi peut leur donner l'occasion de continuer à s'investir dans le champ périscolaire, dans des conditions de partenariat améliorées avec l'État. Mais tout ce qui relève de l'acte éducatif doit relever de l'Éducation Nationale qui a là une responsabilité essentielle à assumer. Ce programme pourrait être aussi un moyen pour le service public de l'Éducation de pallier les inégalités de ressources entre communes qui pourraient entraîner, par endroits, des inégalités de traitement, difficilement justifiables devant les enfants"(18).

Les élus locaux reconnaissent la responsabilité entière de l'État dans le recrutement et l'emploi des jeunes dans ses missions traditionnelles, réclamant néanmoins **"des réflexions de concertation avec les collectivités locales"**(19).

Le débat se durcira avec la publication des circulaires du Ministère de l'Éducation Nationale sur l'agrément des intervenants extérieurs (abrogée) et sur les sorties scolaires (modifiée). **Le Premier Ministre**, lui-même, viendra calmer le jeu, en novembre 1997, au Congrès de l'Association des Maires de France, **annonçant, à l'avenir, une consultation des élus locaux sur les textes réglementaires.**

La circulaire sur les aides-éducateurs du 16 décembre 1997 **reprenra le principe de concertation des partenaires locaux** posé par la loi Aubry et réaffirmé par le Premier Ministre.

Ainsi, dans son paragraphe II-4, la circulaire délimite-t-elle le champ de **la concertation** ("qui devra être aussi approfondie que possible") **avec les partenaires locaux** dans les domaines :

De l'harmonisation des initiatives de ces collectivités locales et association avec l'intervention des aides-éducateurs de l'Éducation Nationale **afin d'éviter les "effets de substitution".**

Des perspectives de formation et d'emploi des aides-éducateurs.

Des "réunions locales de suivi", associant élus locaux, services de l'emploi, associations périscolaires, I.E.N., Chefs d'établissements, doivent être organisées pour examiner, au plan du bassin d'emploi, cette question délicate de la **professionnalisation et du débouché des aides-éducateurs.**

b) Les aides-éducateurs dans l'enseignement privé

La note de service du 5 février 1998(20) vient "adapter" la circulaire du 16 décembre 1997 qui, en fait, n'avait pas prévu l'application **à l'enseignement privé sous contrat** des dispositions relatives aux aides-éducateurs, pourtant autorisée par le décret du 17 octobre 1997.

Sur **l'attribution des emplois**, les modalités de dépôt de projets d'emplois-jeunes dans les établissements d'enseignement privé sous contrat.

Le choix entre les projets et la fixation du **nombre de postes relève de l'initiative des Recteurs**, selon des critères analogues à ceux utilisés pour l'enseignement public. Les emplois nécessaires sont **pris sur l'enveloppe globale reçue par les Rectorats** (sauf pour les Académies possédant un taux de scolarisation particulièrement élevé, qui bénéficient d'une dotation spécifique).

Les activités exercées **par les aides-éducateurs** de l'enseignement privé **doivent "participer directement à l'action éducative"**. Elles relèvent des mêmes définitions d'emplois que pour les aides-éducateurs de l'enseignement public.

Toutefois, **le domaine périscolaire** (et extra-scolaire) **semble devoir relever du régime général** des emplois-jeunes géré par les Préfets. **Les activités liées à l'exercice du culte ou de l'enseignement religieux sont interdites.**

C'est le Rectorat qui signe **la convention** qui sera passée avec l'organisme de gestion de l'établissement privé (pour une durée de soixante mois).

Les contrats de travail diffèrent de ceux des établissements publics, et **peuvent être** soit un contrat à **durée déterminée de soixante mois maximum**, soit un contrat à **durée indéterminée**.

Le régime de responsabilité de l'État à l'égard des tiers n'est invocable que pour les aides-éducateurs exerçant dans les établissements sous contrat d'association. C'est l'établissement qui assume la responsabilité en cas de contrat simple.

L'établissement privé reçoit **une subvention calculée sur le coût** total maximum **de la rémunération** d'un emploi-jeune dans l'enseignement privé. L'employeur rémunère directement le salarié et s'acquitte des cotisations habituelles.

Enfin, **aucune disposition** ne précise les modalités de règlement du **différentiel entre le temps d'enseignement et la durée hebdomadaire** et annuelle du travail des aides-éducateurs du privé, **toute autre activité que celle qui participe directement à l'action éducative semblant interdite.**

III. PREMIERS ÉLÉMENTS DE BILAN

Les premiers éléments de bilan font apparaître une césure entre l'appréciation que l'on peut porter en terme institutionnel, et celle que l'on peut constater en terme opérationnel.

A. En terme institutionnel

1. Au plan gouvernemental

La stratégie consistant à utiliser l'Éducation Nationale (dont on connaît la lourdeur et la rigidité au changement) **comme levier** dans ce dispositif (plus de 50 % des emplois-jeunes créés avant la fin de l'année 1998) **repose, en partie, sur les liens particuliers** entre le milieu enseignant, globalement favorable au gouvernement, Lionel JOSPIN, ancien Ministre de l'Éducation Nationale, et l'actuel Ministre de l'Éducation Nationale, Claude ALLEGRE, ami personnel et collaborateur de longue date du Premier Ministre.

Toutefois, les **arbitrages** nécessaires sur les questions de fond **sont opérés quelquefois hâtivement**. Il en est ainsi, **par exemple**, des problèmes de légitimité, de **compétences et de responsabilités** entre l'Éducation Nationale, le Ministère Jeunesse et Sports, les collectivités territoriales **sur la question des rythmes scolaires**, pourtant centrale **sur le thème de la "non substitution"**.

Plus généralement, on assiste, une nouvelle fois, à un détournement et à **une captation d'un dispositif** gouvernemental **global et partenarial par l'Éducation Nationale**, de telle sorte qu'il puisse être « digéré » par l'institution **sans risque de mise en cause** de ses principes de fonctionnement, ni d'activation de ses groupes de pression.

Cette réaction s'inscrit **dans la droite ligne de la position adoptée** par l'Éducation Nationale **vis à vis de la politique de la Ville**, affichant son dispositif de Zone d'Éducation Prioritaire, non négociable, non adaptable, comme sa participation exclusive au développement social urbain :

«Autant l'outil ZEP paraît fonctionnel dans son contenu enseignant ou parascolaire, autant son articulation avec la politique de la Ville paraît lointaine et peu motivante» : telle est l'une des principales conclusions d'une recherche sur la politique de la Ville commandée par la FEN en 1995. Les fortes motivations pédagogiques des enseignants pour le travail en ZEP contrastent ainsi avec leur éloignement des structures de prise en charge des jeunes autour de l'école.

Selon les chercheurs, les nombreuses logiques internes de pouvoirs dans l'Éducation Nationale... s'accordent mal avec un partenariat mené collectivement entre un établissement et une équipe extérieure. Ensuite, une forte minorité (environ 30%) doute de l'efficacité de la politique de la Ville pour l'école et ne voit pas la ZEP comme une occasion de travailler avec des partenaires extérieurs...(21).

De même, faute d'avoir pu se l'approprier totalement (le Ministre ayant même annoncé que les aides-éducateurs seraient le dispositif Aménagement du temps scolaire de l'Éducation Nationale), **l'institution a-t-elle progressivement rejeté** (même si des déclarations d'intention subsistent) **la démarche inter-partenariale de l'aménagement des rythmes scolaires**, en n'ayant de cesse de **marquer la frontière** entre les actes éducatifs de l'Éducation Nationale (avec un O.P.A. sur le périscolaire) et les actes éducatifs des autres partenaires.

La pauvreté du rapport SUEUR (sur la politique de la Ville) dans le domaine de l'Éducation montre, à la fois le fatalisme des partenaires, mais aussi une reconnaissance de légitimité émanant de nombre d'élus locaux à l'égard de ce comportement exclusif de l'Éducation Nationale.

2. Au plan de l'Éducation Nationale

Le calendrier fixé par le gouvernement pour la mise en oeuvre de son programme a posé des problèmes à l'Éducation Nationale qui vit au rythme de l'année scolaire :

Le démarrage simultané de chantiers de fond dans l'Éducation Nationale (qui ont trait à la responsabilité, à la surveillance, aux sorties, à la question des intervenants, des rythmes scolaires...) **en pleine vacances scolaires, rend quasiment impossible la mise en place de changements à la rentrée scolaire**, et donne un sentiment de précipitation, tant **la succession chaotique des consignes plus ou moins claires** est mal ressentie par cette institution réputée pour son formalisme, mais également par les partenaires éducatifs.

La stratégie "à la hussarde" adoptée par le Ministre de l'Éducation, avec la bénédiction du Premier Ministre, n'est pas fortuite : **Elle repose plus sur une bonne connaissance des rigidités du système** et de la crise de l'institution **qu'elle ne résulte de la personnalité contestée du Ministre** lui-même.

La difficulté chronique de l'institution de communiquer avec ses partenaires se ressent à tous les niveaux, **réduisant la volonté exprimée d'associer les partenaires locaux à une simple intention**, ou à une consultation formelle, **vite effacée** par les effets d'annonce médiatique et l'utilisation de supports de communication aussi multiples que souvent inadaptés.

De toute évidence, **le principe de "non-substitution"** entre les aides-éducateurs et les autres intervenants dans l'école **ne s'applique qu'au regard des enseignants** :

Le problème se pose pourtant réellement de la superposition des fonctions d'aide-éducateur **avec les personnels et les intervenants municipaux** pour le primaire (et avec les surveillants dans les collèges).

Par ailleurs, **la définition des "nouveaux métiers"** des aides-éducateurs **renvoit** à la capacité de l'institution d'intégrer **l'évolution des dogmes** qui ont fondé l'école publique notamment :

La polyvalence du maître à l'école primaire.

Le monopole éducatif de l'Éducation Nationale autour d'une unité de temps (le temps scolaire), d'une unité de lieu (dans l'école) et d'une compétence absolue sur le contenu de l'acte éducatif délivré, sous toutes ses formes à l'enfant dans ce cadre.

Le **"dialogue" interne** avec les organisations syndicales enseignantes (dont le poids, dans le pilotage et l'évolution du système, reste énorme) tourne à l'affrontement dans **une stratégie ministérielle qui laisse interrogateur**(22).

La multiplication des annonces, faites par le Ministre, agace les organisations syndicales. Cette "pétarade de projets" apparaît à certains observateurs comme une véritable stratégie :

"Un peu vite taxée d'amateurisme par les vieux routiers de l'Éducation Nationale, l'ébouriffante multiplication des annonces et des mises en chantier de projets a également donné du champ au Ministre. En gros, on sait qu'il va "frapper", mais jamais exactement où, ni quand, ni comment. Ses partenaires-adversaires ne savent plus où donner de la tête, s'épuisent à courir après tous les lièvres sans jamais savoir s'il s'agit d'un vrai projet ou d'un leurre. Protégé par l'écran de fumée que produit sa pétarade de projets, "Vulcano" se ménage le luxe de possibles reculs tactiques sur lesquels personne ne lui réclamera des comptes"(23).

Pourtant, cette stratégie semble porter ses fruits. Ainsi dans l'annonce du plan emploi-jeune **en juin 1997, les syndicats enseignants se prononcent contre** les emplois précaires qui ne déboucheraient pas sur des perspectives de titularisation et sur le renforcement du nombre des enseignants.

Tous réaffirment leur réticence, voire leur hostilité, à la présence dans l'école de non-enseignants. Pourtant, **quelques mois plus tard, ils sont globalement satisfaits** :

Sur le terrain, les aides-éducateurs sont bien accueillis, particulièrement par les enseignants du premier degré :

"Un sondage, réalisé par la Sofres pour le compte du SNU-IPP indique qu'ils y sont favorables à 92 %. Ils estiment à une large majorité (73 %) qu'il favorisera l'insertion professionnelle tout en améliorant le fonctionnement des services public (67 %). Accueillant avec bienveillance l'arrivée des jeunes dans les écoles (86 %), ils ne sont néanmoins que 42 % à estimer qu'elle répond à une vraie nécessité"(24).

B. En terme opérationnel

1. La définition de nouveaux métiers (dans le temps scolaire)

La question de savoir **si les fonctions** exercées par les **aides-éducateurs correspondent à des métiers nouveaux** reposant sur des besoins totalement ou partiellement insatisfaits constitue un débat de fond, immédiatement évacué par l'institution :

Les aides-éducateurs, intervenant en matière d'animation culturelle, artistique et sportive, remplissent de fait des fonctions qui sont analogues à celles des intervenants municipaux et associatifs (dits intervenants « extérieurs » à l'Éducation Nationale), dont l'institution a exprimé fermement, depuis plusieurs années, sa volonté de les « bouter hors de l'école », alors que dans le même temps et contradictoirement, **se constituaient des filières d'emplois correspondant à ces métiers dans les communes** (filière sportive, filière de l'animation).

Les aides-éducateurs intervenant sur des fonctions plus spécialisées (informatique, langues, documentation...) montrent combien les remarques des enseignants et des collectivités locales sur la mise en place de nouveaux programmes, de nouvelles pratiques pédagogiques, de nouvelles technologies à l'école, **ne se réduisaient pas à des questions de simples équipements** (étagères, magnétoscopes, micro-ordinateurs...).

On aborde ainsi plus le domaine de la définition de **l'évolution du métier de professeur d'école** que de l'émergence de nouveaux métiers dans l'école.

La question se pose de façon analogue concernant **les aides-éducateurs d'intégration scolaire**, les communes ayant été sollicitées, à de nombreuses reprises, pour fournir une aide ou un renfort de personnel aux enseignants dans les établissements recevant des enfants handicapés. Ainsi, la Ville de Marseille a mis en place des « animateurs d'intégration scolaire » (C.E.S. municipaux) pour lesquels elle sollicite une intégration par l'Éducation Nationale comme aide-éducateur.

Enfin, **les missions d'accueil**, d'aide à l'encadrement et à la surveillance, attribuées aux aides-éducateurs, posent la question de **la superposition des fonctions relevant des métiers actuels des ATSEM** (en maternelle) **et des surveillants d'externat** (en collège).

2. La définition de nouveaux métiers (hors temps scolaire)

La question de **la présence des aides-éducateurs dans le temps périscolaire** (réduite au midi et au soir), de la responsabilité, de l'harmonisation des actions, **n'a pratiquement pas pu être abordée avec les communes**.

Pourtant, **dans les faits, les aides-éducateurs sont présents dans ce temps municipal** sauf pour certaines villes qui l'ont refusé expressément (Dijon) ou du fait d'un refus de l'Éducation Nationale (Clamart).

Le système de conventions (une par aide-éducateur), et avenants qui y affèrent, **ne se met que très progressivement en place** :

Certaines villes ont signé ou **sont en voie de signer** ces conventions (Limoges, Villeurbanne, Montreuil, Marseille, Colombes, Rennes, Macon, Le Havre...). **D'autres sont en négociation** (difficile) avec l'Éducation Nationale **pour une convention globale**, réglant le régime de travail des aides-éducateurs sur le temps municipal, **par école ou pour toute la Ville** (Belfort, Orléans, Perpignan, Lyon, Nantes, Valence...).

Partout, se pose la question de **l'accès à la restauration scolaire** et au tarif appliqué aux aides-éducateurs, selon qu'ils effectuent ou pas des tâches de surveillance du repas et/ou d'animation post-repas : De façon générale, ces conditions sont **alignées sur le régime applicable aux enseignants** (sauf, bien sûr, dans les villes refusant la présence des aides-éducateurs dans les services périscolaires).

Dans le domaine extra-scolaire (les après-midi libérés des dispositifs A.R.S., les actions d'animation des vacances scolaires), **l'harmonisation et le dialogue en sont**, la plupart du temps, **au point mort, la création par les communes d'emplois-jeunes** relevant des nouveaux métiers d'initiative locale dans l'Éducation, **étant soumise à un positionnement préalable** très précis de l'intervention des **aides-éducateurs** hors du temps scolaire.

Par ailleurs, **la création d'emplois-jeunes (régime général)** dans le domaine péri et extra-scolaire **dépend du mode de gestion de ces activités** municipales soit « en régie », soit concédées à des associations (Nantes, Dijon, Macon, par exemple).

Toutefois, **quelques projets émergent** : autour des opérations **de soutien scolaire, d'aménagement des rythmes scolaires, de l'activité éducative dans les quartiers**.

Citons, **par exemple, les projets pour des emplois-jeunes** à Perpignan (coordonnateur de soutien scolaire, coordonnateur de site pilote A.R.S., animateur de site pilote A.R.S., référent jeux de quartier, médiateur scolaire, coordonnateur des activités périscolaires, agent de prévention et d'ambiance dans les transports scolaires, agent d'ambiance accueil et démarches scolaires...), de Colombes (correspondant ville dans les écoles), d'Orléans (éducateur périscolaire maternel), de Lille ou de Rennes...

L'utilisation des locaux, en dehors du temps d'enseignement, pose, aux communes, en dehors des problèmes de légalité (article 23 ou 25 de la loi du 22 juillet 1983), des problèmes de fonctionnement, **d'organisation et de coût des services**, (ouverture/fermeture, gardiennage, nettoyage, chauffage des locaux, matériels, fournitures et petits consommables...).

Elle peut poser, en outre, sur le même territoire communal, **un problème d'égalité des citoyens devant le service public** : Ainsi, dans une ville, les enfants d'une école peuvent bénéficier d'une étude du soir, du fait de la présence d'aide-éducateur, alors que la commune n'en organise pas dans les autres écoles. De même l'étude assurée dans une école avec les aides-éducateurs doit être gratuite, alors que celle organisée dans d'autres écoles de la même commune peut être payante...

Enfin, on ne peut exclure que **le règlement du "différentiel horaire" se règle, à terme, par** une réduction du temps de travail des aides-éducateurs vers **un alignement sur celui des enseignants**.

3. La professionnalisation de l'emploi d'aide-éducateur

Si la cible des emplois-jeunes est résolument les enfants de la classe moyenne (plutôt également favorable au gouvernement), **l'implantation de ces jeunes dans des secteurs** les plus démunis et des quartiers difficiles où les "aînés", dotés d'une formation et d'une expérience, rencontrent de réelles difficultés, **n'est pas sans poser de grosses interrogations sur leur chance de réussir dans leurs missions actuelles et de s'intégrer ultérieurement au plan professionnel**.

Le dispositif de **bilan-formation-professionnalisation prend du "retard au démarrage"**. Il pose, en tout état de cause, la question de **la pérennisation de l'emploi** recherchée par le plan emplois-jeunes :

Partant sur la durée moyenne de recherche d'emploi d'un jeune (Bac + 2) (environ 2 ans) et fort de l'impossibilité actuelle d'accéder au statut d'enseignant avec une formation n'atteignant Bac + 3, **le Ministre de l'Éducation Nationale a affirmé que le débouché professionnel des aides-éducateurs n'était pas dans l'Éducation Nationale**.

Nombre de jeunes embauchés comme aide-éducateurs ont, ou **vont parier** sur la **pérennité de l'emploi** et probablement **la revendiquer**, aidés en cela par certains syndicats.

Les élus locaux sont, quant à eux, inquiets **d'avoir à intégrer**, sur les filières territoriales existantes, **dans cinq ans, ces jeunes** exerçant la plupart du temps des fonctions relevant des secteurs de l'animation sportive, culturelle ou socioculturelle.

L'Éducation Nationale va avoir à faire face au **remplacement**, à des **départs massifs en retraite**, d'une forte classe d'âge d'enseignants, et fournir ainsi un **potentiel d'emplois** qui n'est pas ouvert, pour le moment, aux aides-éducateurs.

Enfin, pour ce qui concerne l'école, **la réforme du statut de l'établissement primaire** (et celle du chef d'établissement) amènera inmanquablement à se poser la question de la création (comme dans les E.P.L.E.) de **métiers de non-enseignants** relevant de l'Éducation Nationale et du devenir des **emplois municipaux affectés dans les écoles**.

F.O.

- 1 Programme Nouveaux emplois - Nouveaux services - Les nouveaux métiers de l'Éducation. 07/98.
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.
- 2 Idem.
- 3 Note de service sur la mise en oeuvre du plan emploi- jeunes dans les établissements de l'Éducation Nationale. 09/98.
- 4 La rentrée scolaire. Les emplois-jeunes dans l'Éducation. BOEN n° 30 du 4 septembre 1997 p 2001 et suivantes.
- 5 Emplois-jeunes dans l'Éducation Nationale. Réponses à vos questions.
- 6 Rapport d'information n° 33 du 17 octobre 1997 - Assemblée Nationale.
- 7 Rapport d'information 337 page 47.
- 8 Rapport d'information 337 page 61.
- 9 Publiée au JO du 17 octobre 1997 page 15076 et suivantes.
- 10 Publié au JO du 19 octobre 1997 page 15210 et suivantes.
- 11 Circulaire CDE n° 97/25 du 24 octobre 1997. Développement d'activités pour l'emploi des jeunes.
- 12 Non publiée. Faxée le 17 novembre 1997.
- 13 Circulaire sur la mise en oeuvre du dispositif emploi- jeunes dans les E.P.L.E. et les écoles relevant du Ministère de l'Éducation Nationale n° 97-263 du 16 décembre 1997 publiée au BOEN du 1er janvier 1998 page 3 et suivantes.
- 14 Note de service du Ministère de l'Éducation Nationale n° 98-017 du 5 février 1998 publiée au BOEN n° 7 du 12 février 1998 page 413 et suivantes.
- 15 Convention annexée à la note non publiée du 17 Novembre 1997.
- 16 Note aux Recteurs - 09/97 - II-2-a
- 17 La rentrée scolaire - Les emplois-jeunes dans l'Éducation - Cf II A
- 18 Idem.
- 19 Emplois-Jeunes. Entretien avec le Président de l'Association des Maires de France. La Gazette des Communes du 8 septembre 1997.
- 20 Note de service du Ministère de l'Éducation Nationale n° 98-017 du 5 février 1998, publiée au BOEN du 12 février 1998, page 412 et suivantes.
- 21 Quand l'école ignore la politique de la ville - La lettre de l'Éducation n° 224 - 9 février 1998.
- 22 Cf. Dr JECKYL et Mr ALLEGRE - Le Monde de l'Éducation - Février 1998.
- 23 Cf. Dr JECKY et Mr ALLEGRE - Le Monde de l'Éducation n° 256 - Février 1998.
- 24 Le Monde de l'Éducation n° 208 - 29 septembre 1997.